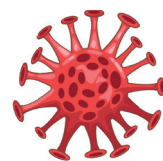


24 JUIN 2020

MOBILISATION POUR L'ÉDUCATION

MONTREUIL > 22 JUIN 2020



La crise sanitaire accentue les fractures sociales, économiques et numériques.

Elle met en lumière des inégalités sociales et territoriales aggravées par des années d'austérité budgétaire et de casse de nos services publics.

Les missions des personnels des hôpitaux, des EHPAD et plus largement de tous les services publics sont essentielles à la population pour traverser cette crise.

Ce constat impose une remise en cause profonde des politiques menées, largement responsables de la dégradation de nos services publics et qui ont conduit beaucoup d'entre eux au bord de la rupture.

Le gouvernement doit arrêter d'utiliser l'état d'urgence sanitaire pour imposer de nouveaux reculs sociaux et porter atteinte à nos libertés fondamentales.

Dans l'éducation, il doit aussi abandonner les réformes qui ont renforcé le tri et la sélection au détriment des élèves les plus fragiles.

Alors que des milliards d'euros ont d'ores et déjà été mobilisés au titre des lois de finances rectificatives, aucun investissement massif n'a été annoncé pour le développement des services publics et plus particulièrement de la fonction publique.

Dans l'éducation la situation exceptionnelle générée par la crise sanitaire nécessite des moyens exceptionnels en urgence d'autant plus que l'épidémie sera toujours là en septembre.

Pour assurer une rentrée dans de bonnes conditions pour les élèves et enrayer les inégalités mises en exergue par la crise :

- Il faut des postes d'enseignant·es pour réduire les effectifs par classe et permettre l'accueil des élèves partout,
- Il faut des groupes classes allégés, permettant des travaux en petits groupes, suivis par des équipes pluri-professionnelles.
- Il faut faire confiance aux équipes et leur donner les moyens d'aborder cette rentrée exceptionnelle dans de bonnes conditions.

Les dégradations sanitaires et sociales rendent indispensable un renforcement du nombre de médecins, d'infirmier·es, de psychologues et d'assistant·es de service social. L'organisation des établissements comme l'accroissement des procédures administratives conduisent à un « glissement de tâches » vers les enseignant·es. Y remédier nécessite le recrutement de personnels administratifs.

La question du bâti scolaire et des équipements (informatique, sanitaires, lavabos...) nécessite aussi des investissements conséquents.

Loin de constituer un coût, l'éducation doit disposer des moyens nécessaires pour permettre aux enfants d'aujourd'hui d'être les citoyen·nes de demain.

C'est dans ce sens que les personnels de l'éducation se mobiliseront le 24 juin prochain.

L'Union fédérale des syndicats de l'État – CGT apporte son soutien plein et entier à cette mobilisation et appelle à participer aux initiatives qui seront organisées sur l'ensemble du territoire national ce jour.

Pour plus d'informations: consulter le site www.cgteduc.fr

**La question du
bâti scolaire et
des équipements
(informatique,
sanitaires,
lavabos...)
nécessite aussi des
investissements
conséquents**